

***Mission de maîtrise d'œuvre (MOE) concernant la mise en
sécurité et l'optimisation des accès du Bâtiment ADA LOVELACE
du Centre Inria de l'Université de Lorraine***

Marché MOE n°2025-0794

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

Acheteur :

**Centre Inria de l'Université de Lorraine
615 rue du Jardin Botanique
54600 Villers-Lès-Nancy**

*Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria)
Etablissement public à caractère Scientifique et Technologique
Sous application des articles R326-1 à R326-18 du Code de la recherche*



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Inria

Table des matières

Article I. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
Section 1.01 Objet du marché	4
Section 1.02 Décomposition en tranches et lots	4
Section 1.03 Tranches	4
Section 1.04 Pièces contractuelles	5
Section 1.05 Intervenants	5
Section 1.06 Missions	6
Section 1.07 Durée et délais d'exécution	7
Section 1.08 Délais d'exécution des tranches	7
Article II. PRIX	8
Section 2.01 Caractéristiques des prix pratiqués	8
Section 2.02 Forfait de rémunération	8
Section 2.03 Modalités de variations des prix	8
Section 2.04 Disposition spécifique aux tranches	9
Article III. AVANCE	9
Article IV. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	9
Section 4.01 Acomptes et paiements partiels définitifs	9
Section 4.02 Pourcentage de rémunération par élément	9
Section 4.03 Présentation des demandes de paiement	10
Section 4.04 Délai global de paiement	11
Section 4.05 paiement des cotraitants	11
Section 4.06 paiement des sous-traitants	11
Article V. ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE	11
Section 5.01 Jusqu'à la passation des marchés de travaux	12
Section 5.02 Durant l'exécution des marchés de travaux	13
Article VI. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
Section 6.01 Présentation des livrables	14
Section 6.02 Organisation des réunions de chantier	15
Section 6.03 Emission des ordres de services	15
Section 6.04 Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs	15
Section 6.05 Instruction des mémoires en réclamation	16
Section 6.06 Arrêt de l'exécution des prestations	16
Section 6.07 Achèvement de la mission	17



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Inria

Article VII. DEVELOPPEMENT DURABLE	17
Article VIII. Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17
Article IX. PENALITES ET SANCTIONS	17
Section 9.01 Pénalités de retard	17
Section 9.02 Autres sanctions	20
Article X. Décision d'admission, ajournement, de réfaction ou de rejet	20
Article XI. ASSURANCES	21
Article XII. RESILIATION DU CONTRAT	21
Section 12.01 Conditions de résiliation	21
Section 12.02 Redressement ou liquidation judiciaire	22
Article XIII. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	22
Article XIV. CLAUSES COMPLEMENTAIRES	22
Article XV. CERTIFICATS	23
Article XVI. DEROGATIONS	23

Article I. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Section 1.01 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La mission de maîtrise d'œuvre (MOE) concernant la mise en sécurité et l'optimisation des accès du Bâtiment ADA LOVELACE du Centre Inria de l'Université de Lorraine.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lot, la dévolution en lots séparés étant de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations (2° Article L2113-11 du Code de la commande publique).

Section 1.03 Tranches

Le présent marché est décomposé en trois tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	<p><u>Tranche Ferme</u> Études - Toutes tranches de travaux (Tranche Ferme (TF), Tranche Optionnelle 1 (TO 1), Tranche Optionnelle 2 (TO 2) : Détail Phases « conception », <div> <div>APS</div> <div>APD</div> <div>PRO / DCE</div> <div>ACT</div> </div> </p> <p>Réalisation - Tranche Ferme : Zonage / compartimentage - système CA filaire : Détail Phases « réalisation », <div> <div>VISA</div> <div>DET</div> <div>AOR</div> </div> </p> <p>Tranche Ferme : Zonage / compartimentage - système CA filaire : Détail Missions complémentaires <div> <div>OPC</div> <div>SYN</div> </div> </p>



<p><u>Tranche optionnelle TO 1 :</u></p> <p>Contrôle d'accès locaux bureaux et réunion</p>	<p>Tranche Optionnelle 1 (TO 1) : Système CA radio</p> <p>Détail phases réalisation</p> <div data-bbox="531 414 689 533" style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> <p>VISA DET AOR</p> </div> <p>Détail missions complémentaires</p> <div data-bbox="531 566 689 645" style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> <p>OPC SYN</p> </div>
<p><u>Tranche optionnelle TO 2 :</u></p> <p>Système de protection contre les intrusions</p>	<p>Détail phases réalisation</p> <div data-bbox="531 723 689 842" style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> <p>VISA DET AOR</p> </div>

Section 1.04 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux
- Le programme de l'opération et ses annexes
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point
- L'offre technique et financière du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point.

Section 1.05 Intervenants

1) Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

2) Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3) Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

4) Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

5) Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délai.

6) Accès aux locaux

L'accès des préposés du Titulaire aux locaux d'Inria sont soumis au décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011 portant application de l'article 413-7 du code pénal et relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation, l'accès aux locaux sensibles (ZRR) est soumis à avis du Fonctionnaire de Sécurité et de Défense.

Mesures restrictives liées au personnel – Procédure ZRR

Inria est un bâtiment à accès restrictif.

La ZRR correspond à un dispositif créé par le décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011 qui porte application de l'article 413-7 du code pénal relatif à la protection du potentiel scientifique et technique (PPST) de la nation.

Seuls les personnels du Titulaire habilités ZRR pourront intervenir dans les zones à régime restrictif.

L'emplacement de ces zones sera communiqué à la mise en place du marché.

Ainsi, le Titulaire fournira 20 jours ouvrés avant le début des prestations les copies des pièces d'identité des agents qui opéreront dans les ZRR afin qu'Inria puissent transmettre les documents au responsable sécurité d'Inria qui validera au personnel du Titulaire l'accès à ces zones.

En cas d'absence de personnels, seuls les agents à jour de leur autorisation d'accès en ZRR ou accompagnés d'un agent Inria pourront effectuer les remplacements des agents dans ces zones.

Section 1.06 Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les détails des missions est le suivant :

Tranche(s)	Mission(s)	Désignation
TF	APS	Tous corps d'état confondus, y c étanchéités et menuiseries extérieures et estimation prévisionnelle provisoire
	APD	Tous corps d'état confondus, y c étanchéités et menuiseries extérieures et estimation prévisionnelle définitive
	PRO/DCE	Dossier de consultation des entreprises
	ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
	VISA	VISA des études d'exécution
	DET	Direction de l'exécution des travaux
	AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
	OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination
	SYN	Mission de synthèse

TO 001	VISA	VISA des études d'exécution
	DET	Direction de l'exécution des travaux
	AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
	OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination
	SYN	Mission de synthèse

TO 002	VISA	VISA des études d'exécution
	DET	Direction de l'exécution des travaux
	AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Section 1.07 Durée et délais d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Section 1.08 Délais d'exécution des tranches

La durée prévisionnelle de chaque tranche est fixée comme suit :

Se reporter à l'annexe 2 : DPGF

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TRANCHE OPTIONNELLE 1	36 mois
TRANCHE OPTIONNELLE 2	36 mois

Article II. PRIX

Section 2.01 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement (Annexe Financière : DPGF).

Section 2.02 Forfait de rémunération

Les modalités de rémunération des prestations sont définies par tranche. Elles sont toutes révisables.

Tranche ferme :

Le montant de la prestation est révisable.

Tranche optionnelle(s) :

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD et sera notifié soit par OS soit par avenant en fonction de la tenue du forfait de rémunération.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Section 2.03 Modalités de variations des prix

Les prix sont révisables selon les modalités ci-après :

La date d'établissement des prix, appelée mois zéro, correspond au mois de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont révisables par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = \text{ING-MOE (dernier index publié à la date de début d'exécution)} / \text{ING-MOE (mois zéro)}$$

- Cn : coefficient d'actualisation
- ING-MOE (dernier index publié à la date de début d'exécution) : dernière valeur connue de l'index ING-MOE publiée par l'INSEE au moment du démarrage des prestations
- ING-MOE (mois zéro) : valeur de l'index ING-MOE au mois de remise de l'offre

La valeur actualisée du prix est obtenue en multipliant le prix initial par le coefficient Cn.

Le titulaire est responsable de transmettre à Inria, pour toute demande de paiement qui en fera l'objet, les éléments nécessaires au calcul de la révision. La charge de la demande de révision et de la transmission des justificatifs afférents, incombe au titulaire.

Section 2.04 Disposition spécifique aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

Article III. AVANCE

Conformément aux dispositions des articles R2191-3 à R2191-11 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire.

Le montant initial du marché étant supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois, le titulaire bénéficie de plein droit d'une avance forfaitaire (sauf refus).

Le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché.

Le versement de l'avance interviendra dans un délai de trente jours à compter de la date de notification du marché, sous réserve que le titulaire ait fourni, le cas échéant, la garantie à première demande prévue à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'effectuera par précompte sur les acomptes et le solde, selon les modalités définies à l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut, s'il le souhaite, renoncer expressément au bénéfice de cette avance par écrit au moment de la signature du marché.

Article IV. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Section 4.01 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Section 4.02 Pourcentage de rémunération par élément



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Inria

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

Section 4.03 Présentation des demandes de paiement

Paiement à réception de chaque phase.

Il est demandé au Titulaire d'indiquer un ou plusieurs référent(s) commande/facturation (coordonnées téléphoniques et mail).

En application de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique. La dématérialisation des factures est obligatoire.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, dans le cadre des marchés publics, toutes les entreprises (y compris les microentreprises) doivent transmettre leurs factures par voie dématérialisée.

Ces stipulations s'appliquent tant au Titulaire du marché qu'à ses éventuels sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Transmission sous forme dématérialisée par utilisation du portail Chorus Portail pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

En dehors des mentions obligatoires usuelles, la facture devra (sous peine de rejet) comporter impérativement les informations suivantes :

- Le numéro SIRET, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : 18008904700013

- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande Inria.

Les responsables des paiements sont :

L'Ordonnateur chargé d'émettre les demandes de paiement :

Monsieur le Président d'Inria
Domaine de Voluceau – Rocquencourt
BP 105
78150 Le Chesnay Cedex

Le Comptable assignataire des versements :

Madame l'Agent Comptable d'Inria
Domaine de Voluceau – Rocquencourt
BP 105
78150 Le Chesnay Cédex

La facture comportera les mentions obligatoires et sera libellée au nom de :

**INRIA – COMPTABILITE FOURNISSEUR
DOMAINE DE VOLUCEAU
78150 LE CHESNAY – ROCQUENCOURT**

De plus, il est impératif de référencer chaque facture une seule référence d'engagement (commande).

Les factures multi-commandes sont interdites.

Section 4.04 Délai global de paiement

Les paiements seront effectués après admission des prestations, conformément aux tarifs indiqués à l'Annexe 1, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception d'une facture conforme.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le Titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires. En application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire de 40 € est prévue pour couvrir les frais de recouvrement induits.

Section 4.05 paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

Section 4.06 paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

Article V. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE

Section 5.01 Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Les dispositions concernant l'engagement du maître d'œuvre sont fixées par tranche.

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre est fixé à l'acte d'engagement.

Ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 % , à noter que les coûts matériaux et matériel fournis directement par Inria ne seront pas pris en compte dans ce taux de tolérance.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index BT01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 100 jours.

Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 10 jours à compter de



l'accusé de réception de cette acceptation, afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

Section 5.02 Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %.

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base MO travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre pourra supporter une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5,0 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 10,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

Article VI. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

- Ce marché devra s'articuler dans son exécution avec le marché de travaux suivant :
Opération de travaux à destination des bâtiments Inria pour l'intégration d'une solution de contrôle d'accès, il s'agit d'un marché national déjà existant pour Inria.
- Ce marché devra s'articuler dans son exécution avec le marché de fourniture suivant :
Marché national de quincaillerie, déjà existant pour Inria (matériel de la marque SIMON VOSS).

Des précisions pourront être données sur ces marchés, ultérieurement à la notification du présent marché de maîtrise d'œuvre.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Section 6.01 Présentation des livrables

Pour chaque tranche, les livrables seront remis dans les délais prévu à l'annexe financière, et selon le nombre d'exemplaires suivants :

2 exemplaires papier, par phases, toute tranche confondue.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1^{er} livrable : Date du début de l'exécution des prestations
- Livrables suivants : Date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédent, prise par le maître d'ouvrage.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.



Pour chaque tranche, la décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir dans un délai raisonnable, selon l'annexe financière DPGF – Onglet 4.

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable à fournir par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

Section 6.02 Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Il est important de noter que ces réunions auront lieu en présentiel sur site, sauf exception validée par le représentant du pouvoir adjudicateur (Centre Inria de l'Université de Lorraine à Villers-lès-Nancy).

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 2 jours ouvrés qui suivent la réunion.

Section 6.03 Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 5 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

Cependant, en l'absence de contreseing ou de décision écrite préalable du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne peut jamais notifier des ordres de service relatifs:

- Au passage à l'exécution d'une tranche optionnelle
- À la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus

Section 6.04 Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :



Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 10 jours à compter de la date de réception du document.

Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique :

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre :

(<https://www.economie.gouv.fr/daj/daj-facturation-electronique-des-marches-publics-travaux-maitres-d-oeuvres-doivent-intervenir>).

Section 6.05 Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de **25 jours** à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

Section 6.06 Arrêt de l'exécution des prestations



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

inria

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Section 6.07 Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période

Article VII. DEVELOPPEMENT DURABLE

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

Article VIII. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats (notamment études) réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Article IX. PENALITES ET SANCTIONS

Section 9.01 Pénalités de retard

Les pénalités sont en € HT.

a) Présentation des livrables

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes :

Le maître d'ouvrage se garde la possibilité d'appliquer les pénalités suivantes :

- 200 € HT, par jour de retard constaté.

b) Pénalité pour retard dans la vérification des projets de décomptes finals des entreprises travaux

Dans les mêmes conditions de vérification que celles décrites pour la vérification des projets de décomptes mensuels des entreprises travaux, le Maître d'Œuvre vérifie les projets de décomptes finals des entreprises travaux dans un délai de **10 jours** à compter de la réception du document sur le portail CHORUS.



Par dérogation à l'article 16.2.3, la pénalité appliquée en cas de retard dans la validation d'un projet de décompte est calculée selon la formule suivante :

$$P = (V * R) / 1000$$

P correspond au montant de la pénalité.

V correspond à la valeur HT du projet de décompte final de l'entreprise de travaux non vérifié.

R correspond au nombre de jours de retard.

Indépendamment de l'application de cette pénalité de retard et à l'expiration du délai de 10 jours, le Maître d'Ouvrage peut faire exécuter aux frais et risque du Maître d'Œuvre la vérification des projets de décomptes finals.

c) Pénalité pour retard dans l'instruction des mémoires en réclamations des entreprises travaux

Le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de 25 jours pour instruire les mémoires en réclamation des entreprises de travaux à compter de leur date de réception.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, une pénalité de retard est applicable sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au Maître d'Œuvre par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2.3, la pénalité appliquée en cas de retard dans l'instruction d'un mémoire en réclamation est calculée selon la formule suivante :

$$P = (V * R) / 1000$$

P correspond au montant de la pénalité.

V correspond à la valeur HT du montant de la réclamation.

R correspond au nombre de jours de retard.

Dans le cas où le mémoire en réclamation ne porte pas d'aspect financier, la pénalité est forfaitaire et par jour de retard.

Elle est fixée à 100 euros.

d) Pénalité pour retard dans l'établissement des comptes-rendus de réunion

Le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de 5 jours pour établir et transmettre à tous les participants les comptes rendus de réunion à compter de la date de la réunion.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, une pénalité de retard est applicable sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au Maître d'Œuvre par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2.3, la pénalité appliquée en cas de retard dans l'envoi du compte-rendu de réunion est forfaitaire et par jour de retard. Elle est fixée à 50 euros.

e) Pénalité pour retard dans l'établissement des ordres de service

Le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de 5 jours pour établir et transmettre les ordres de services prévus au CCAG Travaux.

Les ordres de service dont copie doit être remise au Maître de d'Ouvrage sont extraits d'un registre dématérialisé et tenu par le Maître d'Œuvre afin que le Maître d'Ouvrage s'assure à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, une pénalité de retard est applicable sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au Maître d'Œuvre par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2.3, la pénalité appliquée en cas de retard dans l'envoi d'un ordre de service est forfaitaire et par jour de retard. Elle est fixée à 50 euros.

f) Pénalité pour retard dans les opérations préalables à la réception

Par dérogation à l'article 41.1.1 du CCAG-Travaux, le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de 10 jours pour organiser les opérations préalables à la réception des ouvrages à partir de la réception de l'information par le titulaire de l'entreprise travaux de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, une pénalité de retard est applicable sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au Maître d'œuvre par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2.3, la pénalité appliquée en cas de retard dans les opérations préalables à la réception est forfaitaire et par jour de retard. Elle est fixée à **150 euros**.

g) Pénalité pour retard dans l'examen des désordres durant la garantie de parfait achèvement et/ou de bon fonctionnement

Pendant la période des garanties contractuelles, le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de l'information par le Maître d'Ouvrage pour procéder à l'examen des désordres et rédiger le rapport correspondant.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, une pénalité de retard est applicable sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au Maître d'œuvre par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2.3, la pénalité appliquée en cas de retard dans l'examen des désordres et la rédaction d'un rapport est forfaitaire et par jour de retard. Elle est fixée à **150 euros**.

h) Pénalité pour retard dans l'examen des désordres durant la garantie de parfait achèvement et/ou de bon fonctionnement

Pendant la période de garantie décennale, le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception de l'information par le Maître d'Ouvrage pour procéder à l'examen des désordres et rédiger le rapport correspondant.



Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, une pénalité de retard est applicable sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au Maître d'œuvre par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2.3, la pénalité appliquée en cas de retard dans l'examen des désordres et la rédaction d'un rapport est forfaitaire et par jour de retard. Elle est fixée à **150 euros**.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de **100,00 €**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Section 9.02 Autres sanctions

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des missions telles que définies à l'article 2.1 du présent CCAP – Clauses spécifiques.

Cette décision est notifiée par ordre de service et donne lieu à la résiliation du marché sans indemnité.

Article X. Décision d'admission, ajournement, de réfaction ou de rejet

La décision par le Maître d'Ouvrage d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des livrables intervient dans un délai de 60 jours à compter de la réception du document.

La réception du document doit être complète et conforme au cahier des charges pour être considérée comme réceptionnée par le Maître d'Ouvrage. Tout document incomplet ou faisant l'objet d'une demande de complément ou reprise par le Maître d'Ouvrage ne peut faire l'objet d'une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet. Les opérations de vérifications ne débutent donc qu'à la réception d'un livrable complet et conforme.

Si cette décision n'est pas notifiée au Maître d'œuvre dans ce délai, la mission est considérée comme admise tacitement.

En revanche l'admission tacite d'un livrable ne vaut pas ordre de commencer l'élément de mission qui suit.

En cas de décision de rejet ou d'ajournement, le Maître d'Ouvrage dispose, après réception des documents modifiés par le Maître d'œuvre, d'un délai de 45 jours pour notifier sa décision.

Par dérogation à l'article 21.2.1 au CCAG-MOE, le maître d'ouvrage, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le maître d'œuvre à présenter à nouveau au maître d'ouvrage, les prestations mises au point et dans un délai précisé dans la décision. En l'absence d'indication spécifique sur ce délai, celui-ci est fixé à un maximum de 30 jours.

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG-MOE, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder à des opérations de vérification sans informer le Maître d'œuvre de la date ou de la période prévues.

Par dérogation à l'article 21.4.1, la décision de rejet peut être prise sans que le maître d'œuvre ou son représentant ait été convoqué pour être entendu.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, la décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

En complément des dispositions de l'article 15.1.2 du CCAG-MOE, lorsque les prestations sont livrées ou exécutées dans les locaux du Maître d'Ouvrage, la date d'expiration du délai d'exécution est réputée correspondre à la date de livraison ou d'achèvement des prestations sous réserve de leur validation formelle par le maître d'ouvrage dans un délai de 45 jours calendaires suivant la réception. En cas de livraisons partielles ou hors site, un procès-verbal de réception sera établi pour chaque étape validée.

En complément de l'article 15.2.2 du CCAG-MOE, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au maître d'ouvrage, corrigées le cas échéant des remarques qu'il a émises, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Article XI. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Article XII. RESILIATION DU CONTRAT

Section 12.01 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :
Sans indemnité ni dédit.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Inria

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Section 12.02 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article XIII. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article XIV. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Devoir de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, et prestations fournies à l'acheteur.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.



Les équipements préconisés par le Maître d'œuvre doivent être compatibles avec le matériel de quincaillerie référencé de la marque « SIMON VOSS », tel qu'utilisé ou prévu dans l'opération (programme), en raison d'un marché public national déjà existant.

Le Maître d'œuvre est responsable de la vérification de cette compatibilité et, à ce titre, garantit le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements prescrits.

Article XV. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que Inria n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Autre possibilité de transmission, Inria recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché pourront se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

⇒ <https://www.e-attestations.com/>

Article XVI. DEROGATIONS

- L'article 6.06 du CCAP déroge à l'article 18.3 du CCAG MOE.
- L'article 9.01 du CCAP déroge aux articles 16.2.3 et 16.2.4 du CCAG MOE.
- L'article 9.01 du CCAP déroge à l'article 41.1.1 du CCAG Travaux.
- L'article 10 du CCAP déroge aux articles 15.1.2, 15.2.2, 20.5, 21, 21.2.1 et 21.4.1 du CCAG MOE.